

«La prime de 20 000 € n'est pas efficace. Il faut trouver d'autres moyens pour attirer les jeunes dans nos campagnes.» **Guy DELRÉE**

66 Le nombre de primes de 20 000 € octroyées en 2015 à des jeunes médecins s'installant en zone de pénurie.

Pénurie de médecins généralistes zones rurales

Les médecins s'installant en zone de pénurie auront-ils encore une prime ?

Les médecins qui s'installent en zone de pénurie touchent 20 000 € de prime. Maxime Prévot va-t-il la supprimer ? Vingt communes de la province sont concernées.

● **Lydie PICARD**

Les zones rurales connaissent une pénurie de médecin généraliste plus ou moins critique. On le sait. Pour inciter les jeunes médecins à s'installer en zone de pénurie, la Région wallonne leur verse une prime de 20 000 € et leur permet d'obtenir un prêt à 0 % (Impulseo I). Des avantages qui risquent de disparaître pour financer un autre programme : Assisteo. Ce levier financier aura comme objectif de renforcer la complémentarité entre médecin généraliste et infirmier. L'infirmier pourra prendre en charge des actes médicaux tels qu'une prise de sang ou une vaccination. Le médecin, avec ce nouveau temps disponible, pourra se consacrer à d'autres tâches.

Jonathan Martin, président de la Fédération luxembourgeoise de DéFI (ancien FDF) nous a alertés à propos de la volonté du ministre wallon de la santé, Maxime Prévot, de supprimer Impulseo I afin d'en réaffecter les moyens à Assis-

teo.

Pas un franc succès

Il faut reconnaître que la prime de 20 000 € accordée aux jeunes médecins qui s'installent en zone de pénurie (66 primes octroyées en 2015) et le prêt à 0 % (31 demandes) ne rencontrent pas un franc succès. Pourtant, s'il a été un temps question de supprimer Impulseo I, d'après le cabinet de Maxime Prévot, cette suppression n'est plus d'actualité. «*À l'heure actuelle, il n'en est pas question*», assure le cabinet, qui dans un document de travail parlait pourtant de réaffecter les moyens d'Impulseo I à Assisteo. «*Document réalisé pour avoir l'avis du secteur*, explique le cabinet. *Sur base des réflexions émises, on se dirige plus vers un maintien d'Impulseo I.*» Avec des modifications possibles voire probables. Le prêt à 0 % reste sur la sellette, au vu du peu de demandes. «*Il faut tenir compte du fait qu'en parallèle, les banques proposent des taux intéressants*», précise le cabinet.

Les deux autres volets d'Impulseo apportent un soutien financier pour l'engagement d'un employé qui vient en aide au médecin généraliste dans l'accueil et la gestion administrative (495 dossiers en 2015).

Concernant le maintien de la prime à l'installation en zone de pénurie, Jonathan Martin (DéFI) reste sceptique : «*Le ministre veut peut-être minimiser l'info pour la ressortir plus tard. Il est surprenant que*

le secteur médical n'ait pas été mis au courant du maintien de la prime.»

Prime ou pas, la pénurie est là

Il reste aussi à déterminer comment sera financé Assisteo et comment l'aide se ventilera. «*Nous sommes toujours en phase de réflexion*», avance le cabinet Prévot.

Et prime d'installation maintenue ou pas : le problème reste d'actualité. Nos communes rurales peinent à attirer des médecins. Le ministre Prévot espère soumettre au gouvernement wallon sa note-cadre pour la réorganisation de la première ligne de soins en Wallonie, à la mi-juillet. Le groupe DéFI compte introduire une proposition au Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles d'ici la fin du mois de juin (lire ci-dessous). Une proposition qui risque de ne pas peser bien lourd dans la balance, vu le maigre poids de DéFI en Wallonie.

Rappelons que la Province de Luxembourg a pris aussi le problème de la pénurie de médecins en considération en lançant une série d'actions pour attirer les jeunes médecins diplômés, en étroite collaboration avec les trois cercles de médecine générale de la province ainsi que les nouveaux postes de service de garde 1733. ■

« Le ministre Prévot veut peut-être minimiser l'info pour la ressortir plus tard. »

Les primes ? « Pas efficace »

Suppression ou pas de la prime de 20 000 € pour inciter les jeunes médecins à s'installer dans des zones en pénurie, « je ne suis pas dans le secret, commente Guy Delrée, médecin généraliste à Marche-en-Famenne et président de la FAG (Forum des associations de généralistes). Mais à mon sens Impulseo I (prime de 20 000 € et prêt à 0 %) n'est pas efficace. Il faut trouver d'autres moyens pour attirer les jeunes dans

nos campagnes. Assisteo ? Pour moi, cela doit venir en complément des mesures prises avec Impulseo II et III (aides au travail administratif). Si elles sont supprimées, le temps qu'on gagnera avec un infirmier, on le perdra dans la gestion administrative. C'est contre-productif. S'il y a un budget pour garantir les premières aides ainsi qu'Assisteo, je suis d'accord. Encore faut-il déterminer quel sera le degré d'indépendance de l'infirmier et quels actes il pourra poser. » ■

« Il faut défrayer les stagiaires éloignés »

Pour attirer des jeunes médecins en province de Luxembourg et plus particulièrement dans les communes en pénurie, Jonathan Martin et DÉFI (ancien FDF) proposent de prendre le problème plus en amont :

– Avec un défraiement en fonction de l'éloignement des stagiaires via une intervention forfaitaire au niveau des frais de déplacement ou de logement

– En maintenant la prime de 20 000 € pour toute nouvelle installation d'un médecin généraliste dans une zone en pénurie, mais en supprimant les prêts à 0 % vu leur manque de succès.

– En octroyant un complément de

prime aux jeunes médecins qui, parmi les communes relevant de zones en pénurie, choisissent de s'installer dans une commune ayant atteint un seuil particulièrement critique. « On ne peut décemment pas mettre sur un pied d'égalité une commune qui compte un médecin pour 1000 habitants et une commune qui en compte un pour 1800 (Libramont ou Neufchâteau) ou même 2 800 habitants (Saint-Hubert), souligne Jonathan Martin. Sans parler des communes qui évoluent vers une pénurie totale (Tintigny, Chiny, Daverdisse, Martelange, Gouvy). Si on ne cible pas davantage les aides, le déficit continuera de se creuser dans les communes les moins attractives. » ■